



Assemblée générale

CPSD/468

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Quatrième Commission

20^e séance – après-midi

QUATRIÈME COMMISSION: L'UNRWA DOIT DISPOSER DE RESSOURCES FINANCIÈRES RÉGULIÈRES, ADÉQUATES ET PRÉVISIBLES

Le budget annuel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), estimé à environ 600 millions de dollars, est simplement insuffisant pour subvenir aux besoins de base des 4,8 millions de réfugiés palestiniens, installés dans quelque 58 camps et répartis sur quatre pays. L'UNRWA jouant une précieuse fonction de stabilisation au Proche-Orient, il est indispensable qu'il dispose de financements nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Tel est le constat de la plupart des délégations qui sont intervenues cet après-midi devant la Quatrième Commission.

Pour certains pays, comme la Turquie et le Sénégal, une des voies pour restaurer à long-terme la santé financière de l'UNRWA consisterait à reconsidérer la disposition de 1974 selon laquelle seule une infime partie des besoins financiers de l'UNRWA est couverte par le budget ordinaire de l'ONU.

D'autres, comme la Suisse, ont appuyé les efforts de l'Office pour élargir le cercle de ses donateurs et pour nouer de nouveaux partenariats. À côté de ces propositions, un large consensus s'est dégagé des interventions, selon lequel l'aide humanitaire à apporter aux réfugiés palestiniens est une responsabilité collective de la communauté internationale tant qu'il n'y a pas de solution juste et durable au conflit israélo-palestinien.

De son côté, Israël a réaffirmé son appui à la mission humanitaire de l'UNRWA. Le représentant israélien a invité les pays arabes « à cesser leur rhétorique incendiaire et à concrètement appuyer les travaux de l'Office, soulignant qu'actuellement seuls deux pays arabes figurent parmi ses grands bailleurs de fonds et que les contributions arabes ne représentent que 10% du budget ordinaire et du Fonds général de l'Office. Il a également regretté que le projet de résolution sur l'UNRWA ne reflète pas la collaboration « positive » entre les autorités israéliennes et l'Office et ne dénonce nulle part les actes terroristes du Hamas.

Plusieurs intervenants ont fait valoir le montant de leurs contributions à l'UNRWA et à l'Autorité palestinienne, les États-Unis faisant remarquer qu'ils étaient le plus gros contributeur bilatéral à l'Office et le Japon précisant que depuis 1993, son aide aux Palestiniens avait atteint 1,1 milliard de dollars. Le Japon a fait part de son intention de faire progresser l'initiative de créer un parc agro-industriel à Jéricho, en Cisjordanie d'ici à 2012.

Soulignant que la question des réfugiés palestiniens est autant politique qu'humanitaire, le délégué du Liban a reflété la position défendue par les délégations des pays arabes qui ont mis en avant le fait que la solution au conflit israélo-palestinien passe par une reconnaissance par Israël du droit au retour

des réfugiés palestiniens, invoquant à cet effet la résolution 194 de 1948 qui reconnaît ce droit de même que celui à une indemnisation pour les biens qu'ils ont perdu. Cette position a trouvé un large écho parmi les autres intervenants du débat.

La prochaine réunion de la Quatrième Commission aura lieu le vendredi 5 novembre, à 10 heures.

OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT ([A/65/13](#) , [A/65/283](#) , [A/65/311](#) et [A/65/225](#))

Suite du débat général

M. SAUL WEISLEDER (Costa Rica) a rappelé qu'au cours des six dernières décennies, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a été essentiel pour réduire la souffrance de la population palestinienne. Le Costa Rica réitère son appui à l'UNRWA et a appelé la communauté internationale à appuyer l'Office en lui fournissant les ressources nécessaires. Le Costa Rica estime que les parties au conflit doivent respecter les principes d'humanité et de neutralité conformément à la Convention de Genève de 1949, a-t-il souligné. La population palestinienne doit recevoir l'assistance humanitaire de l'UNRWA sans entrave, a-t-il ajouté.

S'agissant des restrictions imposées à la liberté de circulation du personnel et des biens de l'Office, elles doivent être levées et ce, conformément à l'Accord de novembre 2005 sur la liberté de circulation conclu par le Gouvernement israélien et les autorités palestiniennes et l'accord Comay-Michelmores de 1967 entre l'Office et le Gouvernement israélien, a estimé le représentant. La communauté internationale doit renforcer son engagement face à la situation des réfugiés, a-t-il souhaité. Le représentant a remercié les pays hôtes d'accueillir des réfugiés palestiniens. Il a conclu son propos en soulignant ses profondes préoccupations concernant la situation financière actuelle de l'Office.

M. ABDUL RAHEIM ALFALAH (Émirats arabes unis) a remercié l'UNRWA pour les efforts qu'il déploie afin d'honorer le mandat humanitaire qui est le sien. Il a fait état de sa préoccupation face à la situation financière difficile de l'Office, de même qu'au sujet des conditions qui prévalent à Gaza, insistant sur les conséquences économiques et sociales qui découlent de violations des droits des Palestiniens et de leurs biens par Israël. Saisissant cette occasion, il a appelé Israël à faire des efforts afin de lever le blocus imposé à Gaza et à mettre fin aux pratiques qui sont à l'origine des déplacements des Palestiniens. Pour lui, tout règlement de la question israélo-palestinienne doit garantir aux réfugiés le droit à rentrer chez eux et à jouir d'une compensation pour les pertes et souffrances qu'ils ont endurées. Il a également noté que les contributions volontaires qui sont annoncées par les pays bailleurs de fonds de l'Office, doivent être versées à temps, les retards pouvant avoir un impact négatif sur la bonne marche des programmes de l'UNRWA. Les Émirats arabes unis ont l'intention de poursuivre et d'augmenter leur appui financier à l'Office et encourage les États Membres à financer davantage le Fonds général de l'UNRWA.

Mme REBECA HERNÁNDEZ TOLEDANO (Cuba) a rappelé que lorsque l'Office a été créé, la communauté internationale ne pensait pas qu'il allait mener ses secours pendant six décennies. L'UNRWA s'est acquitté de sa tâche de manière exemplaire, a-t-elle dit. Elle a déclaré que la politique illégale israélienne, en tant que puissance occupante, reste une source de profonde préoccupation. Israël poursuit sa politique de colonisation et la construction du mur de séparation, a-t-elle regretté. La situation dans la bande de Gaza est alarmante. La représentante a, par ailleurs, dénoncé l'attaque par Israël d'une flottille contenant du matériel humanitaire, le 31 mai dernier. Cuba a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle exige la levée du blocus. Néanmoins Israël maintient les restrictions à la circulation des personnes. La représentante a demandé à Israël de cesser sa politique de bouclage, y

compris à Jérusalem et de permettre le lancement des travaux de reconstruction à Gaza. Elle a déploré les conditions difficiles dans lesquelles l'UNRWA est obligé d'effectuer son travail. Elle a rappelé que conformément à l'Accord de novembre 2005, les restrictions imposées à la liberté de circulation du personnel et des biens de l'Office doivent être levées. Pourtant, a indiqué la représentante, Israël continue d'exiger que l'Office paie des frais de transit. Enfin, la représentante a exprimé sa préoccupation concernant la situation financière alarmante de l'Agence.

M. MUBARAK AL-KHALIFA (Qatar) a reconnu les services rendus par l'UNRWA aux réfugiés palestiniens au cours des 60 dernières années, notamment en matière d'éducation. Ces nobles efforts pourraient, selon lui, être anéantis si les autorités israéliennes poursuivent le blocus dans la bande de Gaza qui est actuellement au bord de l'effondrement économique. Pour sa délégation, les pratiques israéliennes contreviennent au droit international. Par ailleurs, le délégué a souligné la problématique qui découle du fait que le nombre de réfugiés immatriculés auprès de l'Office ne cesse d'augmenter alors même que celui-ci connaît des difficultés financières continues. Fort de ce constat, il a appelé toutes les agences internationales et bailleurs de fonds à augmenter leur assistance financière à l'Office. Pour sa part, le Qatar a financé directement et par le truchement de l'UNRWA, des projets visant à apporter les services de base aux réfugiés palestiniens, a-t-il expliqué. En effet pour sa délégation, les droits fondamentaux des Palestiniens ne sont pas uniquement une question humanitaire, mais une question qui touche directement la stabilité de toute la région.

M. GILAD COHEN (Israël) a réaffirmé l'appui de sa délégation à la mission humanitaire de l'UNRWA, ajoutant que, sans compromettre sa propre sécurité, Israël ferait son possible pour faciliter les opérations de l'Office. Pour ce faire, Israël est décidé à maintenir la coopération étroite qui existe entre l'Office et les responsables israéliens sur le terrain. Il a regretté que le projet de résolution relatif à l'UNRWA ne reflète pas cette relation. À titre d'exemple de cette coopération, le délégué a déclaré qu'en dépit des attaques terroristes qui ont pour origine la bande de Gaza, le Gouvernement israélien a décidé le 17 juin dernier de libéraliser le système par lequel les biens civils entrent à Gaza et d'augmenter le flux de matériels destinés à des projets sous supervision d'organisations internationales. Cette décision a permis de doubler le nombre de cargaisons entrant à Gaza tous les jours, environ 250/jour actuellement, et devrait être de 350 d'ici à la fin de l'année, a expliqué M. Cohen. Au cours des quatre derniers mois, Israël a approuvé 31 nouveaux projets de développement internationaux dans la bande de Gaza, y compris 12 projets de l'UNRWA. Il a ajouté qu'Israël travaillait notamment avec l'Office pour identifier de nouveaux emplacements appropriés pour deux projets d'écoles qui se trouvaient à proximité des installations militaires du Hamas. Témoignant de la normalisation de la situation sur le terrain, le délégué a souligné qu'au cours des six derniers mois, la croissance du PIB était de 9% en Cisjordanie et de 16% à Gaza d'après les données du Fonds monétaire international (FMI).

Il a regretté, qu'en dépit de ces relations de coopération, il y a eu des cas où les responsables de l'UNRWA avaient eu des comportements contraires à la mission humanitaire de l'Office en faisant des déclarations politiques controversées. Ces incursions politiques sapent selon lui la neutralité de l'Agence et mettent en cause sa mission humanitaire. Il a ensuite remarqué que nombre d'États Membres qui ont fait des déclarations politisées n'appuient pas l'Office, rappelant que seuls deux pays arabes figuraient parmi les grands bailleurs de fonds de l'Office dont la plus grande partie des fonds proviennent des pays occidentaux. « Au lieu de proposer une rhétorique vide et inflammatoire, les pays arabes feraient mieux de contribuer au financement des activités de l'Office et à la paix israélo-arabe par des mesures qui vont au-delà des mots », a déclaré le représentant.

Revenant sur le rôle du Hamas qui, a-t-il affirmé, poursuit son « action terroriste » contre Israël, le délégué a fait état d'une série d'exemples concrets de ces actes, avant de demander pourquoi il n'y avait aucune mention de ces faits dans le projet de résolution relatif à l'UNRWA et dans les déclarations

faites sur ce point au cours des deux derniers jours. Aucune mention des roquettes lancées contre les civils israéliens, aucun appel pour la libération du soldat Gilad Shalit et aucune dénonciation des obstructions continues par le Hamas du travail de l'UNRWA, a constaté M. Cohen. En conclusion, il a réaffirmé qu'Israël partage l'objectif de toutes les parties de trouver une solution aux problèmes des réfugiés et aux autres aspects du conflit. À cet effet, il a lancé un appel à l'Autorité palestinienne pour reprendre sans plus tarder les négociations directes avec Israël.

M. COLY SECK (Sénégal) a rendu hommage à la courageuse odyssée des réfugiés palestiniens qui continuent, depuis plus de six décennies, de subir la souffrance, l'humiliation et la privation. Le Sénégal plaide pour que l'UNRWA soit mis dans des conditions optimales lui permettant de continuer de dispenser ses services sans entrave, jusqu'à ce qu'une solution juste et durable soit trouvée à la question des réfugiés palestiniens, conformément aux résolutions pertinentes 194 (III) et 302 (IV) de l'Assemblée générale des Nations-Unies.

Évoquant le déficit de ressources financières de l'UNRWA, le représentant a expliqué que la cause en était essentiellement un manque de volonté politique. Pour le Sénégal, une des voies pour restaurer à long terme la santé financière de l'UNRWA consisterait à reconsidérer la disposition de 1974 selon laquelle seule une infime partie des besoins financiers de l'UNRWA est couverte par le budget ordinaire de l'ONU. En attendant, le Sénégal lance un appel pressant à tous les donateurs pour qu'ils fassent preuve de solidarité agissante en vue d'assurer un financement régulier, prévisible et suffisant aux programmes de l'UNRWA pour lui permettre de répondre aux besoins vitaux des réfugiés palestiniens. En conclusion, le représentant a indiqué qu'il était nécessaire, voire urgent, de trouver un règlement à la question de Palestine sous tous ses aspects, incluant les intérêts et les droits des réfugiés, par la création d'un État palestinien souverain, indépendant et viable vivant côte à côte avec Israël dans la paix et la sécurité.

M. DOCTOR MASHABANE (Afrique du Sud) a déclaré qu'en l'absence de solution politique à long terme, qui ne sera atteinte que par la pleine réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien à l'autodétermination, le rôle de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies restait indispensable. L'Afrique du Sud estime qu'une résolution à long terme de la situation humanitaire ne peut être trouvée que dans la solution de la question politique, et appelle le Gouvernement israélien à honorer ses engagements passés en cessant toute construction d'établissements humains en Cisjordanie. Elle demande aussi la fin des tirs de roquettes vers le territoire israélien ainsi qu'une cohésion accrue de la part des dirigeants palestiniens.

L'Afrique du Sud a noté avec inquiétude les nombreuses violations par Israël de ses obligations en matière des droits de l'homme, et exige une levée immédiate du siège inacceptable de Gaza, qui a imposé tant de souffrances à des millions de personnes. Elle appelle le Gouvernement israélien à respecter pleinement les dispositions de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre ainsi que les dispositions de la Charte des Nations Unies et la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

Préoccupée par un fossé financier alarmant ainsi qu'un déficit de 30 millions de dollars sur un budget de fonctionnement de 541,5 millions de dollars, l'Afrique du Sud, qui a apporté un soutien continu au travail de l'Office, appelle les gouvernements qui ne l'auraient pas fait à respecter leurs engagements. Elle est également d'avis qu'il faut augmenter les fonds prévus pour l'Office dans le budget ordinaire des Nations Unies.

M. MOHAMMAD ABDO ABD ELKARIM TARAWNEH (Jordanie) a mis l'accent sur les dispositions du droit international, notamment la résolution 194 de l'ONU (1948) qui prévoit le retour des réfugiés et leur indemnisation pour les dégâts mobiliers et immobiliers. La grande majorité des réfugiés

se trouvent aujourd'hui en Jordanie et le Gouvernement s'est toujours acquitté de ses responsabilités face à eux, a-t-il dit. Le Gouvernement, a-t-il ajouté, alloue plus de 500 millions de dollars par an et fournit des services sociaux aux réfugiés installés en Jordanie. Le représentant a indiqué sa préoccupation concernant la réduction du budget de l'UNRWA et son impact négatif d'une part sur les réfugiés et d'autre part sur les pays d'accueil. Le réfugié s'il est désespéré, où s'il se sent persécuté, n'hésitera pas à recourir à toute idée extrémiste, a-t-il estimé.

Poursuivant son propos concernant le budget de l'UNRWA, le représentant de la Jordanie a souhaité que le budget soit augmenté de façon considérable. Il a appelé les pays donateurs qui ont annoncé des contributions à s'acquitter de leurs promesses le plus rapidement possible en vue d'appuyer les réfugiés palestiniens. Il a, par ailleurs, lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle appuie l'UNRWA. Le représentant a souhaité que des solutions soient trouvées pour faire face aux déficits budgétaires, afin que l'Office puisse mener à bien sa mission. La Jordanie, a-t-il poursuivi, exprime son inquiétude concernant le blocus israélien imposé à Gaza. Il a appelé Israël à cesser ses pratiques. Aucun obstacle ne doit être imposé à l'UNRWA, a-t-il dit. Le travail fourni par l'Office, à savoir pour la sécurité et la santé, est une priorité pour tous, c'est pourquoi il faut protéger le personnel de l'Office. Le Gouvernement jordanien continue de coopérer avec l'UNRWA en vue de réduire la souffrance et la peine des réfugiés privés de leurs droits, a-t-il dit en conclusion.

Mme MARIA WALESKA VIVAS-MENDOZA (Venezuela) a rappelé que l'UNRWA a été créée en 1949 pour répondre aux besoins de quelque 750 000 réfugiés palestiniens et que l'Office servait aujourd'hui près de 5 millions de personnes par ses activités de base en matière de santé, d'éducation et, notamment en fournissant des soins de santé primaire. Elle a souligné la responsabilité de la communauté internationale vis-à-vis des réfugiés palestiniens, dans la recherche d'une solution juste et durable au conflit israélo-arabe, qui passe par la création d'un État palestinien indépendant et viable, avec Jérusalem-est pour capitale et qui garantisse le droit au retour des Palestiniens. Pour sa délégation, le blocus imposé depuis quatre ans à la bande de Gaza par Israël est une véritable punition collective ayant provoqué une véritable tragédie humanitaire. Illustrant son propos par l'augmentation frappante de la pauvreté et du taux de chômage à Gaza, de même que par le fait que le droit à l'éducation de milliers d'enfants y est compromis par l'insuffisance des établissements scolaires, la déléguée a également dénoncé le fait que les autorités israéliennes continuent en plus à collecter des droits de transit sur les matériels autorisés à entrer dans la bande de Gaza. Cette taxe affecte directement la situation financière de l'UNRWA, a-t-elle constaté. Abordant également la situation qui prévaut en Cisjordanie, elle a lancé un appel pour qu'on mette un terme au blocus de Gaza et toutes les restrictions imposées à la libre circulation du personnel et des biens de l'Office. Elle a appuyé sans réserve la proposition de la Commission consultative qui demande à Israël de restituer à l'Office les taxes qu'il a perçues en tant que droit de transit.

M. STÉPHANE REY (Suisse) a réaffirmé que l'Office de secours et de travaux des Nations Unies était un acteur de la paix et du développement humain au Proche-Orient qui exerce une influence stabilisante dans une région politiquement volatile. Il a observé que les pressions financières n'empêchaient pas l'Office de poursuivre son programme de développement organisationnel, qui constitue la clef de nouveaux gains d'efficacité dans la fourniture des services.

S'agissant de la situation à Gaza, où le personnel de l'Office demande d'être payé pendant les grèves, le délégué suisse a exprimé son accord avec la politique de refus de toute rémunération en l'absence de travail. L'UNRWA étant investi d'une précieuse fonction de stabilisation au Proche-Orient, il est indispensable qu'il dispose de financements nécessaires à l'accomplissement de sa mission, a poursuivi M. Rey. La Suisse appuie pleinement ses efforts pour élargir le cercle de ses donateurs et pour nouer de nouveaux partenariats, car un échec aurait de graves conséquences sur la sécurité de toutes les personnes vivant dans la région. Même si la Suisse se félicite de voir l'UNRWA chercher à généraliser la

protection dans tous les aspects de son travail, elle reste très inquiète de la persistance de strictes restrictions d'entrée et de sortie à Gaza. L'allègement du blocus, annoncé le 20 juin, ne s'est pas encore traduit dans les faits, et le blocus continue d'empêcher l'UNRWA et d'autres agences d'aide d'améliorer la situation humanitaire des 1,5 millions d'habitants de Gaza. Il convient donc de trouver rapidement des mécanismes qui permettent d'accélérer la livraison du matériel de construction, ce qui permettra à la bande de Gaza de se reconstruire et à son économie de redémarrer.

M. MESAID A. A. ALKULAIB (Koweït) a insisté sur l'importance d'un retour sur leur terre pour les réfugiés palestiniens, auxquels il faut permettre de vivre en paix, a-t-il réaffirmé. Il a également réitéré le soutien de sa délégation aux efforts entrepris par l'UNRWA conformément au paragraphe 11 de la résolution 194 de l'Assemblée générale et dont le mandat se maintient tant que la question des réfugiés palestiniens n'est pas réglée, a-t-il rappelé. Dans ce contexte, le représentant du Koweït a souligné que sa délégation rejette catégoriquement la déclaration prononcée, le 22 octobre dernier, à New York par le Directeur de l'UNRWA, M. Andrew Whitely, devant le Congrès national des relations américano-arabes de Washington. Des propos que le Koweït considère comme dilapidant les droits des réfugiés palestiniens, a-t-il indiqué, remerciant l'Office d'avoir précisé que cette déclaration ne représentait ni ses politiques, ni ses positions. Réaffirmant l'engagement du Koweït à soutenir l'UNRWA, ainsi que la contribution de son gouvernement d'un montant de 1,5 million de dollars, il a ensuite lancé un appel à la communauté internationale pour que celle-ci poursuive son appui au travail de l'Office. Il a ensuite invité Israël à adhérer –entre autres- aux résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, au principe de l'échange de territoires contre la paix, à l'Initiative de paix arabe et à la Feuille de route pour un règlement du conflit israélo-palestinien, ce qui doit conduire au retrait israélien de tous les territoires arabes occupés en 1967, ainsi qu'à l'établissement d'un État palestinien indépendant, avec Jérusalem comme capitale.

Mme SHARKE CHAMAN KHAN (Bangladesh) a rappelé que l'UNRWA pourvoyait aux besoins fondamentaux de près de 5 millions de réfugiés palestiniens dans la bande de Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban et en Syrie. Elle a déploré les restrictions à la liberté de mouvement du personnel et des véhicules de l'UNRWA dans les territoires occupés, ce qui entravent sérieusement les activités humanitaires de l'Office. Elle a réitéré son appel à Israël de ne pas s'ingérer dans les activités de l'Agence pour qu'elle puisse s'acquitter de ses responsabilités. Elle a noté avec satisfaction que le Département de microfinance de l'Office avait financé 28 300 prêts, d'une valeur de plus de 37 millions de dollars, pour les petites entreprises et les microentreprises, et ce, en vue de réduire le chômage et la pauvreté, favoriser l'autonomisation des femmes et offrir des possibilités économiques et financières pour les jeunes et améliorer la qualité de vie des microentrepreneurs. Elle a rappelé que le Bangladesh était le pays où le concept du microcrédit est né. Enfin, elle a remercié les donateurs, les pays hôtes et les entités qui appuient et fournissent des services aux réfugiés palestiniens. Elle a, à cet égard, lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle augmente ses contributions à l'UNRWA.

M. YADH BOUSSELMI (Tunisie) a salué les services humanitaires rendus depuis 60 ans par l'UNRWA aux réfugiés palestiniens. Il a insisté sur le fait que le déficit financier de l'Office reste un défi majeur à relever, tout en remerciant les bailleurs de fonds ayant annoncé des contributions additionnelles à l'Office au cours des dernières semaines. Il faut cependant trouver une solution à ce problème de financement, a remarqué M. Bousselmi, qui a appuyé les initiatives proposées à cet effet par le Commissaire général. S'agissant du blocus et des restrictions imposées sur la libre circulation des personnes et des biens par la puissance occupante, de même que des risques d'expulsion des résidents palestiniens de Jérusalem-Est, il a demandé à Israël de renoncer à ces pratiques. Compte tenu de la réalité sur le terrain, le représentant a constaté à regret que le travail de l'Office reste essentiel et a réitéré l'appui de sa délégation à sa mission en attendant un règlement juste et durable au conflit israélo-palestinien.

M. RICHARD W. ERDMAN (États-Unis) a rappelé le rôle essentiel que l'UNRWA joue dans la région en fournissant une assistance humanitaire et des services de base à près de 5 millions de réfugiés. M. Erdman a rappelé que les États-Unis sont le plus grand donateur bilatéral à l'Office, avec 237 millions de dollars versés en 2010. Cette somme comprend 130 millions de dollars pour les services essentiels de l'Office, 105 millions pour les secours d'urgence et les services de reconstruction, 10 millions pour la construction d'écoles et 20 millions pour aider les personnes déplacées après les combats qui ont détruit le camp de Nahr el-Bared. Il ne s'agit là que d'une partie de l'assistance apportée par les États-Unis, a expliqué le représentant. Il a indiqué que son pays avait également fourni plus de 1,5 milliard de dollars depuis 2008 à l'Autorité palestinienne, y compris 650 millions de dollars au budget direct, notamment pour la promotion de l'état de droit ou l'appui au secteur privé.

Le représentant a indiqué que les États-Unis restaient engagés de manière inébranlable à une solution à deux États et à une paix globale israélo-arabe. Les États-Unis attendent avec impatience le jour où Israël et Palestine vivront côte à côte en paix et en sécurité, a-t-il indiqué. Il a mis l'accent sur le travail réalisé par l'UNRWA qui aide à favoriser la stabilité et la modération et qui promeut le développement humain et met l'accent sur les principes de la neutralité et l'impartialité, d'une importance critique dans l'exécution du mandat. Les États-Unis, a précisé son représentant, restent préoccupés par la capacité de l'UNRWA à fournir une assistance humanitaire cruciale à cause des pénuries financières chroniques. Il a lancé un appel aux donateurs à fournir une assistance nécessaire à l'Office pour qu'il puisse poursuivre ses travaux.

M. ERTUĞRUL APAKAN (Turquie), qui est aussi le Président du Groupe de travail sur le financement de l'UNRWA, a souligné la nature structurelle du problème financier de l'Office et a insisté sur les perspectives sombres pour l'avenir. Pour lui, l'Office ne peut pas à lui seul apporter les services de base à près de 5 millions de réfugiés sans pouvoir compter sur des ressources financières adéquates et prévisibles. Ainsi il a invité l'Assemblée générale à se saisir de cette question et à réajuster le niveau adéquat du financement de l'Office. Il espère que tous les États Membres approuveront les mesures qui s'imposent, tout en les invitant parallèlement à accroître leurs contributions volontaires à l'Office. Pour sa part, la Turquie a l'intention de doubler sa contribution volontaire à l'Office, a annoncé le délégué.

S'agissant de l'environnement opérationnel dans lequel travaille l'UNRWA, il a insisté sur la nécessité de pouvoir garantir la libre circulation de son personnel et de ses biens et a invité Israël à lever toutes les entraves à l'aide humanitaire. Constatant les effets dévastateurs du blocus illégal de Gaza qui, selon lui, a provoqué une misère humaine généralisée, il a réitéré l'appel pour qu'Israël lève sans plus tarder ce blocus. Revenant également sur le cas de la flottille humanitaire turque, il a dénoncé le recours inapproprié et disproportionné à la force par les autorités israéliennes. Il a expliqué que la Turquie exige que justice soit rendue. Indépendamment de la complexité de la situation qui prévaut dans la région, la Turquie espère néanmoins que les négociations directes pourront reprendre le plus rapidement possible en vue de trouver une solution juste et durable pour les générations futures.

Mme KAKOLI GHOSH DASTIDAR (Inde) a déclaré que l'assistance humanitaire fournie par l'UNRWA à 4,6 millions de réfugiés palestiniens était d'une importance critique dans le contexte d'une violence permanente au Moyen-Orient. Elle s'est particulièrement préoccupée de l'impact de l'insuffisance de fonds sur les travaux de l'UNRWA, en particulier sur la reconstruction du camp de Nahr el-Bared. Un autre domaine de grande inquiétude est la restriction de mouvement imposée au personnel de l'UNRWA, a-t-elle ajouté, en fustigeant les barrières et les blocus qui empêchent la livraison de biens humanitaires. Elle a déploré les pertes en vies et les nombreux blessés lors de l'événement du 31 mai 2010 sur les bateaux qui tentaient de livrer des biens humanitaires à Gaza. Elle a indiqué que les charges et taxes de transit imposées sur le matériel humanitaire affectaient négativement les travaux de l'UNRWA.

qui faisait déjà face à des insuffisances de fonds. Elle a précisé que l'Inde avait porté à un million de dollars sa contribution au budget annuel de l'UNRWA et avait accordé un autre million de dollars en réponse au dernier appel éclair de l'UNRWA. L'année dernière et cette année, l'Inde a contribué à hauteur de 10 millions de dollars chaque année en appui à l'Autorité nationale palestinienne. Elle a assuré que l'Inde continuera à soutenir le renforcement des institutions palestiniennes.

M. SHOJI RYUNO (Japon) a estimé que le problème des réfugiés palestiniens est l'une des questions qui figurent au cœur du processus de paix au Moyen-Orient. Il a fait remarquer que son pays aide les Palestiniens par le biais de l'UNRWA depuis 1953, soit avant que le Japon devienne membre de l'ONU, et que cette contribution a atteint jusqu'à présent 590 millions de dollars. Depuis 1993 jusqu'aujourd'hui, l'aide japonaise aux Palestiniens a atteint 1,1 milliard de dollars. Son gouvernement attache une attention particulière au développement des ressources humaines et à l'éducation car il est convaincu que c'est à la jeunesse palestinienne qu'incombe la responsabilité de la future Palestine, a-t-il déclaré. Pour parvenir à un État palestinien viable, il faut que les Palestiniens établissent une économie solide et les bases d'une industrie, qu'ils construisent des institutions et qu'ils développent leurs ressources humaines. Dans ce contexte, il a souligné que le Japon continuera à faire progresser l'initiative du « Corridor pour la paix et la prospérité », destinée à créer un parc agro-industriel à Jéricho d'ici à 2012. Son gouvernement poursuivra également ses efforts auprès de l'Autorité palestinienne pour la construction d'un État et la création d'institutions, a-t-il souligné. À cet égard, le Japon envisage notamment de travailler de concert avec des pays d'Asie de l'Est, comme l'Indonésie, la Malaisie ou Singapour, a-t-il précisé. Il a indiqué que son pays a d'ores et déjà accueilli, en juin dernier, une rencontre technique sur ces questions. Le Japon étudie également la possibilité d'une contribution additionnelle à l'UNRWA, une proposition qui a été soumise au parlement, a-t-il conclu.

M. EZZIDIN Y. A. BELKHEIR (Jamahiriya arabe libyenne) s'est demandé si 60 ans après, « la présence de l'UNRWA était une fierté pour la communauté internationale ». La communauté internationale annonce jour après jour qu'elle défend les droits de l'homme et pendant plusieurs jours elle s'est réunie pour examiner la mise en place des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), a-t-il souligné. Pourtant, nous n'avons pas cherché à protéger les cinq millions de réfugiés palestiniens qui sont exposés à l'occupation israélienne inhumaine. Le représentant a, par ailleurs, souhaité savoir pour combien de temps encore la communauté internationale allait continuer à fermer les yeux concernant la résolution 194 de l'ONU (1948), qui reconnaît aux réfugiés palestiniens le droit au retour sur leurs terres et le droit à l'indemnisation pour les biens qu'ils ont perdus. Le représentant a estimé que la question des réfugiés palestiniens ne serait résolue que lors de leur retour et de la création d'un pays indépendant sur leur territoire historique.

Le rapport de l'Office fait état de la misère et de la souffrance des réfugiés déplacés dans les pays voisins, a-t-il regretté. Les matériaux de base pour la reconstruction à l'intérieur de la bande de Gaza sont toujours bloqués et les activités humanitaires ont dû cesser. La bande de Gaza souffre des politiques de blocage, de confiscation des terres et du mur de séparation, a-t-il ajouté. Le représentant a estimé que rien ne permettait de justifier une telle attitude de la part d'Israël, même au nom de sa sécurité. Il a souhaité que les frontières soient redéfinies. Il a regretté que l'UNRWA ait dû suspendre ses activités faute de financement. Il faut appuyer l'Office, a-t-il dit, et permettre aux réfugiés de rentrer chez eux. Le représentant s'est étonné d'entendre la déclaration de la puissance occupante qui demande aux pays d'augmenter leurs contributions alors que les crimes sont commis par cette même puissance. La Libye a obtenu un accord pour 500 mille dollars pour apporter des denrées alimentaires dans la bande de Gaza à l'occasion de la période du Ramadan. La seule solution durable est de permettre aux réfugiés de rentrer dans leur terre, a-t-il dit en conclusion.

M. SALIM MOHAMMED AL WARDI (Oman) a constaté que depuis 60 ans, les Nations Unies restent saisies de la question des réfugiés palestiniens. Cependant, depuis quatre ans, leur situation s'est dégradée, en particulier à Gaza, a remarqué le représentant. Il a appelé la communauté internationale à faire pression sur Israël afin qu'il mette fin à ses pratiques illégales et qu'il lève le blocus imposé à Gaza, dans la mesure où ce blocus a des conséquences extrêmement graves pour les 1,5 millions d'habitants de la bande. Préoccupé par les problèmes de financement de l'UNRWA, le délégué a appuyé l'appel lancé par l'Office pour l'aider à surmonter ces difficultés. En conclusion, il a rendu hommage aux services humanitaires rendus par l'Office dans la région.

Mme MARIA TERESA MESQUITA PESSÔA (Brésil) a rappelé que son pays avait soutenu financièrement l'UNRWA ces cinq dernières années, et qu'en 2010, il avait versé 500 mille dollars pour la reconstruction du camp de réfugiés de Nahr el-Bared, au Liban, et 200 mille dollars à l'UNRWA pour le développement de projets tournés vers la sécurité alimentaire des étudiants, des enfants, des femmes enceintes, des personnes âgées et de celles souffrant de maladies chroniques. Nous voudrions insister sur le fait que la situation humanitaire à Gaza n'a pas encore atteint le degré de l'acceptable, a affirmé le représentant, saluant le fait qu'Israël ait adopté une liste plus limitée de produits frappés d'interdiction. Il s'est également félicité de la décision israélienne d'augmenter la capacité du point de passage de Kerem Shalom et d'étendre ses heures d'opération, mais également de permettre une plus grande circulation des travailleurs humanitaires et du personnel international.

Pour le Brésil, toutes ces mesures doivent trouver une suite dans les initiatives suivantes: une ouverture immédiate et durable des points de passage; le retour à la normale pour les exportations depuis Gaza afin de revivifier une économie minée par trois années de blocus; une reprise de la circulation des personnes entre Gaza et l'extérieur. L'intervenant a ajouté qu'il est inacceptable que la population de Gaza ne survive que grâce à l'assistance internationale. Le représentant a indiqué que le blocus est en violation du droit international et doit être immédiatement levé. L'idée d'un État palestinien uni et indépendant ne pourra voir le jour qu'à travers le développement économique et social, et c'est pourquoi le renforcement de l'UNRWA est vital pour aider les palestiniens à bâtir leur futur, a-t-il poursuivi. Inquiet de la situation financière de l'UNRWA, le Brésil demande à tous ceux qui sont en position de le faire, notamment les pays développés, à augmenter leurs contributions pour son financement. Le Président Lula a approuvé en juillet dernier une contribution de quelque 15 millions de dollars à l'Autorité nationale palestinienne, en soutien à l'économie palestinienne et pour la reconstruction de Gaza. Une partie de ces ressources seront acheminées par le biais d'organisations internationales, y compris l'UNRWA.

M. MAJDI RAMADAN (Liban) a réaffirmé l'appui de son pays au travail accompli par l'UNRWA. Pour lui, l'Office a été un rappel constant de la situation humanitaire des réfugiés et une plate-forme qui a permis de ne pas perdre de vue leur droit au retour en tant qu'étape incontournable du chemin vers la paix. Saluant la réforme en cours au sein de l'Office, la délégation libanaise est venue appuyer sa nouvelle stratégie à moyen terme. Remarquant que l'UNRWA reste la principale source des services de base aux réfugiés palestiniens, le délégué a affirmé qu'en attendant leur retour, l'engagement en leur faveur de la communauté internationale restait critique. Ainsi, tout en reconnaissant le rôle joué par les principaux bailleurs de fonds de l'Office, il a invité la communauté internationale tout entière à redoubler d'efforts pour apporter les ressources financières nécessaires à l'UNRWA, en particulier à son Fonds général. Dans ce contexte, il a soulevé l'impact négatif des taxes « illégales » sur les biens transitant vers Gaza imposées par Israël, ce qui complique davantage la situation financière de l'Office.

S'agissant du blocus « illégal » imposé depuis quatre ans à la bande de Gaza, qui entrave la liberté de mouvement des personnes et des biens y compris du personnel de l'UNRWA, le représentant a

dénoncé le fait qu'il représentait également un obstacle à l'aide humanitaire. Demandant la levée du blocus, il a affirmé que les mesures d'allègement ne suffisent pas.

En tant que pays hôte de près de 400 000 réfugiés palestiniens, et en tant que membre du Groupe de travail sur le financement de l'Office, le Liban est conscient de la réalité quotidienne difficile des réfugiés et estime qu'il s'agit d'une responsabilité collective de leur permettre d'avoir des conditions de vie décentes dans leurs lieux d'habitations intérimaires. Le Gouvernement libanais ne ménage aucun effort pour faciliter les conditions de vie des réfugiés palestiniens, a affirmé le délégué, en illustrant son propos par les mesures récemment approuvées par le Parlement libanais pour faciliter l'accès des réfugiés au marché du travail. Il a également rappelé que l'Office restait un partenaire du Gouvernement libanais pour apporter les services de base aux réfugiés palestiniens qui vivent dans 12 camps et 16 installations au Liban. Il a également salué le travail de l'Office pour la reconstruction du camp de Nahr el-Bared, au nord du Liban. En conclusion, il a souligné que la question des réfugiés palestiniens est une question politique et pas seulement une question humanitaire et qu'Israël est responsable des souffrances qu'ils endurent et doit respecter leur droit au retour.

M. MOHAMAD HERY SARIPUDIN (Indonésie) a déclaré que le rapport de l'UNRWA ne faisait que confirmer ce que l'on savait déjà: la vie dans le Territoire palestinien occupé est de plus en plus insupportable. Il a jugé « inconcevable » que 80% de la population de la bande de Gaza dépende désormais pour son alimentation de l'assistance des Nations Unies, que 90% de l'eau ne soit pas potable et que 95% des entreprises privées aient été amenées à fermer leurs portes. Face à cette situation, l'UNRWA continue de remplir son mandat au service de millions de Palestiniens dont les droits au retour et à des compensations équitables restent niés, a ajouté le représentant, qui a rendu hommage à l'Office avant de se dire préoccupé par l'insuffisance chronique de son financement. Cette situation requiert l'attention urgente des donateurs et des institutions financières internationales, a-t-il estimé. .

Rappelant qu'une situation de « grande anxiété » prévaut au Moyen-Orient du fait de la fin du moratoire sur les colonisations juives, M. Saripudin a réaffirmé que la colonisation représentait le principal obstacle à la paix et a ajouté que, si l'État d'Israël est réellement engagé en faveur de la paix et non dans la propagande sur la paix, il doit immédiatement cesser toute construction dans les territoires occupés, y compris Jérusalem-Est, et démanteler les colonies illégales déjà en place. Il a estimé que toute la politique de colonisation d'Israël depuis 1967, son recours disproportionné à l'usage de la force et sa politique de punition collective militent contre les principes mêmes de la Charte des Nations Unies.

M. ZHANG CHANGWEI (Chine) a indiqué que l'UNRWA avait apporté une contribution positive pour préserver les droits des réfugiés palestiniens. La Chine se félicite du travail humanitaire fourni par l'Office, même si la situation humanitaire reste préoccupante dans les territoires palestiniens occupés, notamment dans la bande de Gaza. Il a rappelé que, selon le rapport du Commissaire général, en octobre, seuls 24% des importations approuvées pour les projets de l'Office ont pu entrer dans la bande de Gaza. Il a appelé la communauté internationale à accroître son assistance face aux difficultés financières rencontrées par l'UNRWA. Il a indiqué que son pays avait toujours appuyé le travail de l'Office. Depuis 1991, le Gouvernement chinois a fourni, tous les ans, des dons à l'Office et a appuyé son travail, a-t-il souligné. Le représentant a conclu son propos en faisant part de sa préoccupation concernant les défis et les difficultés de l'Office et la restriction des déplacements de son personnel.

M^{re} FRANCIS ASSISI CHULLIKATT, Observateur permanent du Saint-Siège auprès des Nations Unies, a félicité l'UNRWA pour son travail, notant que l'Office est amené à relever de nouveaux défis, avec des ressources limitées, pour combler la demande croissante de réfugiés de plus en plus nombreux. L'UNRWA et la Mission pontificale pour la Palestine travaillent depuis 60 ans pour aider les réfugiés de cette région, en leur fournissant des services médicaux, éducatifs et autres services sociaux qui

devraient relever normalement de la responsabilité des autorités locales, a-t-il indiqué. M^{gr} Chullikatt a émis l'espoir que le processus de paix renouvelé traiterait des causes profondes des difficultés dans la région et aiderait les Israéliens et les Palestiniens à établir un État sûr pour les citoyens d'Israël et un État sûr pour la patrie du peuple palestinien.

Le nonce a appelé les membres du Quatuor à utiliser toutes les stratégies possibles pour apporter une assistance aux peuples de la région et les rapprocher. Il a aussi invité tous les intérêts en présence à s'engager dans un dialogue qui conduira à la stabilité et à la paix en terre sainte. Une solution durable doit prendre en compte le statut de la ville sainte de Jérusalem, a-t-il ajouté, invitant aussi à garantir la liberté de religion et de conscience de ses habitants, ainsi qu'un accès libre et permanent aux lieux saints par les fidèles de toutes les religions et nationalités.

M. FILIPPO GRANDI (Commissaire général de l'UNRWA) s'est réjoui de ce que toutes les délégations ont mis l'accent sur le travail réalisé par l'Office. Il a remercié les gouvernements et les peuples qui accueillent les réfugiés palestiniens et les délégations qui ont annoncé des contributions supplémentaires. Il a aussi remercié les délégations qui ont parlé de la nécessité d'aller de l'avant dans la reconstruction de la bande de Gaza et de la nécessaire revitalisation de son économie. Le Commissaire général a réitéré qu'Israël avait pris des mesures pour alléger le blocus de Gaza.

Par ailleurs, il a indiqué que l'UNRWA s'était joint pour condamner tous les actes de violence contre tous les civils, y compris ceux contre les civils israéliens. Le bien-être de la population israélienne est un souci légitime, il en va de même pour le bien-être de la population palestinienne de Gaza, a-t-il dit. Ainsi, le blocus de la bande de Gaza doit être levé et les causes profondes doivent être abordées. Il a également fait état des problèmes de protection et des problèmes économiques et sociaux dont souffrent les réfugiés palestiniens de Cisjordanie. Par ailleurs, M. Grandi a joint son appel à celui formulé par les délégations en vue d'accélérer la reconstruction du camp de Nahr el-Bared, dans le Nord du Liban, et qui exige un appui financier urgent.

S'agissant du financement de l'Office, M. Grandi a souhaité que la base de financement soit agrandie. Il s'est dit heureux d'avoir entendu des délégations appuyer sa demande concernant les financements de l'Office. Il est important, a-t-il dit, que l'UNRWA reçoive davantage d'appui.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel